

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(19\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Pierre-Félix Courtépée, 3 septembre 1878](#)

## Jean-Baptiste André Godin à Pierre-Félix Courtépée, 3 septembre 1878

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (19)

Collation 4 p. (322r, 323r, 324v, 325r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Pierre-Félix Courtépée, 3 septembre 1878, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 04/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49695>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [3 septembre 1878](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famillistère

Destinataire [Courtépée, Pierre-Félix \(1815-1893\)](#)

Lieu de destination 35, rue de Seine, Paris

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

## Description

Résumé Godin, retenu par la session du Conseil général de l'Aisne et ayant des difficultés à lire l'écriture de Courtépée, s'excuse du retard de sa réponse. Il l'informe qu'il a renvoyé à Fauvety l'article qu'il lui avait envoyé avec ses observations. Il l'avertit qu'il ne partage pas ses vues sur la rémunération du capital et sur les limites qu'il pose à la justice ; il lui annonce qu'il reviendra dans *Le Devoir* sur le quatrième facteur de richesse de Courtépée, lui n'en admettant que trois qui doivent déterminer les bases sociales de la répartition de la richesse dans la société. Godin discute des mérites des êtres humains : « S'en remettre aux apparences sociales pour apprécier l'importance du droit et de la justice de nos semblables, de leur valeur et de leur mérite, autrement que par leurs actions, cela me paraît être une dangereuse erreur. »

Notes Dans le numéro du 22 septembre 1878, Godin publie un article, « Le droit à l'existence », qui revient sur la discussion relative aux agents producteurs de la richesse et la répartition des bénéfices (voir en ligne :

<https://cnum.cnam.fr/CGI/fpage.cgi?P1132.2/19/80/466/0/0>, consulté le 12 mai 2023).

## Mots-clés

[Articles de périodiques](#), [Coopération](#), [Problèmes sociaux](#)

Personnes citées [Fauvety, Charles \(1813-1894\)](#)

Œuvres citées

- [Godin \(Jean-Baptiste André\), \*Solutions sociales\*, Paris, A. Le Chevalier, 1871.](#)
- [Le Devoir, Guise, 1878-1906.](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Quincy 3 septembre 1878

322

Cher Monsieur,

La session du Conseil général de l'Aisne me retenuit loin de Guise lorsque votre lettre est arrivée ici, voilà la première cause qui a retardé ma réponse. La seconde, je dois vous le dire, est due à la difficulté que j'éprouve à lire votre lettre, faute d'avoir l'habitude de votre écriture courante.

Je dois vous dire tout d'abord que je me suis empressé de renvoyer à M. Faurety, aussitôt lecture faite, l'article que vous m'avez envoyé en communication. Je ne devais pas le retarder puisque vous me disiez que le N° de la revue était prêt à la composition.

Je fis suivre mon envoi de quelques observations à M. Faurety, pensant que vous vous voyiez souvent et qu'il en causerait avec vous.

Je ne partageais pas et je ne partage pas encore vos vues sur la rémunération du capital et sur les limites qui vous paraissent à la justice. Vos opinions à ce sujet m'ont paru si obstinées que je n'ai

B. Courty.



pas cru devoir y opposer les miennes, puis que vous les connaissez si nous avez la "Solution Sociale". Néanmoins, je reviendrai prochainement sur ces questions dans "Le Devoir", et j'y examinerai votre 4<sup>e</sup> facteur de la richesse.

Je me borne à vous dire que ce que j'ai voulu définir, ce sont les facteurs de la production correspondants aux principes qui doivent déterminer les bases sociales de la répartition de la richesse dans la société.

J'en nie pas votre 4<sup>e</sup> facteur qui correspond non aux droits du travail, mais au droit des faibles, c'est à dire à l'assistance sociale; j'en admettrais encore d'autres s'il s'agissait de faire l'énumération de toutes les causes productives, mais toutes ces causes rentrent dans l'un des trois facteurs énumérés.

Pour ce qui est de l'idée de justice, elle est inséparable à mes yeux du respect du droit qui n'est, à son tour, que l'observation du devoir.

Vous ne croyez pas au droit, j'ignore alors en quoi consiste le devoir, et je ne vois plus ce que c'est que la justice.

Vous croyez que l'homme vient sur la

tenir qu'il y subisse les épreuves qu'il a méritées.  
Je penche à le croire comme vous, mais ces  
épreuves sont de toutes les conditions. Les  
rôles les plus utiles aux autres sont les  
plus pénibles.

Êtes-vous bien sûr que l'ouvrier  
peu-être ait une tâche moins digne et  
moins méritante que celle du prince  
opulent ?

Êtes-vous bien sûr que le rôle de la  
richesse vaille plus que celui de la pau-  
vreté ?

Êtes-vous certain,

que le travail soit inférieur à  
l'oisiveté ?

Que l'humble labeur soit moins  
élevé que l'égoïsme exploitant ?

Quant à moi, je crois le contraire.  
Vous ne sommes ni des châtés, ni des  
déchus, nous avons la tâche que nous  
avons consentie.

Val Sente nous ne peut juger  
mérite de la conscience des autres.

S'en remettre aux apparences sociales  
pour apprécier l'importance du droit et  
de la justice ~~des~~ nos semblables, de leur  
valeurs et de leur mérite, autrement que



par leurs actions, cela me paraît être une  
dangereuse erreur.

Ce qui n'en sera jamais une, c'est  
de travailler au bien et au progrès de la vie  
humaine, dans toutes les conditions, Dieu  
fera le reste.

Je pense d'ailleurs que tout cela  
est un peu affaire de nuance, d'appré-  
ciation, et qu'au fond nous sommes  
assez rapprochés quant au but,  
puisque vous faites ... par raison  
ce que vous refusez au nom du droit  
et de la justice.

Bien sincèrement votre dévoué

Godin